

Selon les Camerounais, le gouvernement peut faire plus pour le bien-être des enfants

Dépêche No. 640 d'Afrobarometer | Redford Mounkala et Eric Ileng

Résumé

Le bien-être des enfants est un sujet d'actualité au Cameroun. De nombreux enfants sont encore victimes d'abus et de négligence. En 2020, environ 70.000 enfants en âge d'être à l'école n'y étaient pas, 30% des filles sont soumises au mariage précoce, 40% des enfants sont malnutris, et les enfants non-voyants ont difficilement accès à l'éducation (Ndocki, 2022 ; Paka, 2021 ; Ndjomo, 2021).

Aussi, en 2019 on décomptait dans quatre grandes villes du pays (Douala, Maroua, Ngaoundéré et Yaoundé) plus de 440 enfants qui vivent dans la rue. L'exploitation des enfants dans les mines également reste courante malgré l'interdiction du travail des enfants par la loi (Ndocki, 2022 ; Boko, 2021).

Plaçant le bien-être des enfants au centre de ses préoccupations, le gouvernement a adopté des lois et conventions qui visent à protéger les enfants contre toutes les formes de violence, d'abus et d'exploitation. L'Etat camerounais a aussi élaboré un plan d'actions et lancé des programmes tels que celui de la parentalité positive, dont l'objectif est de doter les parents de capacités nécessaires pour être efficaces dans l'éducation de leurs enfants ; le programme national de l'éducation de base pour rendre gratuite et obligatoire l'éducation de base ; la politique nationale de protection de l'enfant pour prévenir les abus ; et la stratégie nationale contre le travail des enfants. L'exécution du plan d'actions a contribué à amplifier la lutte contre le trafic des enfants, les mutilations génitales féminines ainsi que le mariage précoce (Nlend, 2018 ; Nations Unies, 2022).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 (2021/2023) pour explorer les attitudes et les perceptions des Africains concernant le bien-être des enfants.

Au Cameroun, la majorité des citoyens pensent qu'il est justifié d'utiliser la force physique pour discipliner les enfants et déclarent que cette pratique est fréquente dans leur communauté. Les cas d'enfants non-scolarisés sont courants dans les communautés, contrairement aux abus et négligences des enfants, selon la majorité des répondants. Toutefois, une forte minorité parmi eux rapportent que les abus et négligences sont fréquents.

Les Camerounais affirment majoritairement que des sources d'aide et de soutien pour les enfants vulnérables sont disponibles dans leur communauté, mais n'arrivent pas à s'accorder pour apprécier la performance du gouvernement dans la protection et la promotion du bien-être des enfants vulnérables.

Enquête d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Cameroun, conduite par Cible Etudes & Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes camerounais en mars 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Cameroun en 2013, 2015, 2018, 2021 et 2022.

Résultats clés

Discipliner les enfants :

- Près de neuf Camerounais sur 10 (87%) pensent qu'il est « parfois » ou « toujours » justifié pour les parents d'utiliser la force physique pour discipliner leurs enfants.
- La majorité (56%) des répondants déclarent que l'utilisation de la force physique pour discipliner les enfants est fréquente dans leur communauté.

Enfants maltraités, négligés et non scolarisés :

- La majorité (55%) des Camerounais affirment que les cas d'enfants non scolarisés sont « assez » ou « très » fréquents dans leur communauté. Moins (39%) en disent autant sur les violences, maltraitances ou négligences des enfants de la communauté.
 - Les ruraux, les moins nantis et les jeunes sont plus enclins de considérer la non scolarisation comme un problème répandu, tandis que les jeunes et les moins nantis perçoivent plus les violences, maltraitances ou négligences des enfants.

Prise en charge des enfants vulnérables :

- Pour la majorité des Camerounais, des systèmes de prise en charge sont disponibles dans leur communauté pour aider les enfants victimes de violence, maltraitance ou négligence (66%), les enfants portant un handicap physique (64%) et les enfants ou adultes avec des problèmes mentaux ou émotionnels (62%).
 - Les Camerounais les plus instruits sont moins enclins de percevoir l'existence de tels soutiens dans leur communauté.

Promotion du bien-être des enfants :

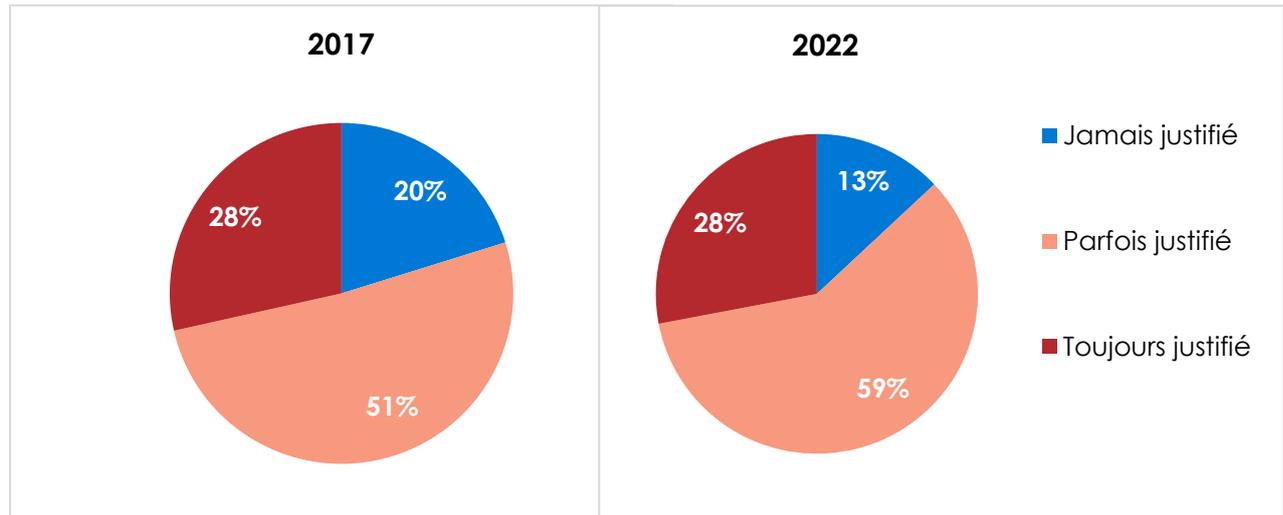
- Les citoyens offrent une appréciation mitigée de la performance de leur gouvernement en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants vulnérables (49% bonne vs. 50% mauvaise).

Discipliner un enfant

Le processus d'éducation d'un enfant requiert qu'il soit discipliné lorsque besoin est, mais cette discipline ne doit pas porter atteinte à son intégrité morale, physique ou émotionnelle. Accepte-t-on l'usage de la force physique pour discipliner les enfants dans la société camerounaise ?

Près de neuf Camerounais sur 10 (87%) pensent qu'il est « parfois » ou « toujours » justifié d'utiliser la force physique pour discipliner son enfant. Cette perception a augmenté entre 2017 et 2022 en passant de 79% à 87% (Figure 1).

Figure 1 : Les parents devraient-ils physiquement discipliner les enfants ?
 | Cameroun | 2017-2022



Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Lorsque les parents punissent leurs enfants en usant de force physique ?

La justification de la pratique du châtiment corporel sur les enfants est fortement répandue à travers les groupes démographiques clés mais l'est légèrement moins parmi les résidents du Littoral (80%) et du Centre/Est/Sud (83%), les plus nantis¹ (83%) et les moins instruits (83%) (Figure 2).

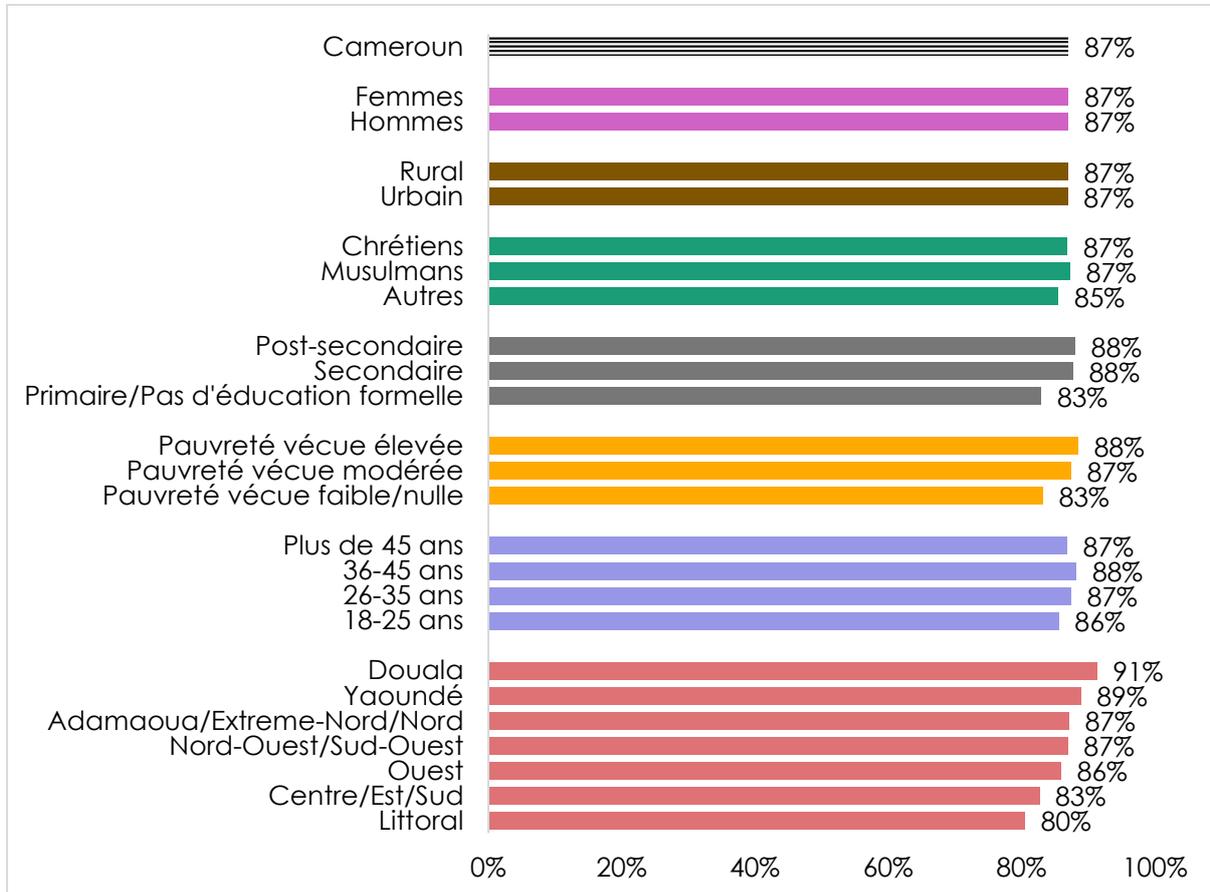
Quand on demande aux Camerounais à quelle fréquence les adultes utilisent la force pour discipliner les enfants, sans surprise ils sont majoritaires (56%)² à répondre que cela arrive « assez » ou « très » fréquemment dans leur communauté. Seulement une minorité (44%) parmi eux disent que cette pratique n'est « pas très fréquente » ou « pas du tout fréquente » (Figure 3).

Le pourcentage de Camerounais qui pensent que les adultes utilisent « assez » ou « très » fréquemment la force physique pour discipliner les enfants dans leur communauté semble augmenter avec le niveau d'instruction. Il va de 53% pour les citoyens ayant le niveau primaire ou aucune instruction formelle à 61% pour ceux avec un niveau post-secondaire d'éducation. Les résidents de la zone Nord-Ouest/Sud-Ouest (76%), les femmes (59%), les plus nantis (57%-59%) et les chrétiens (58%) sont plus enclins à percevoir l'usage de la violence physique sur les enfants dans leur communauté que leurs homologues respectifs (Figure 4).

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

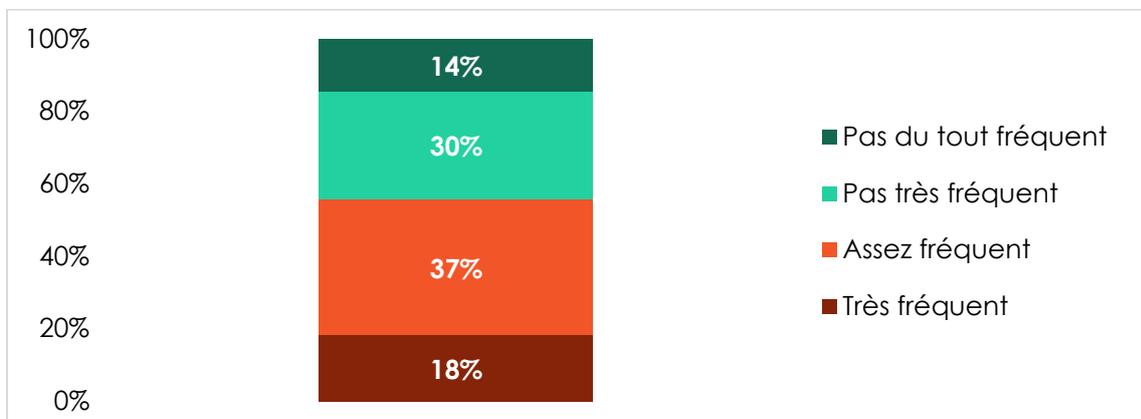
² En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies.

Figure 2 : Il est justifié pour les parents de discipliner physiquement les enfants
 | par groupe démographique | Cameroun | 2022



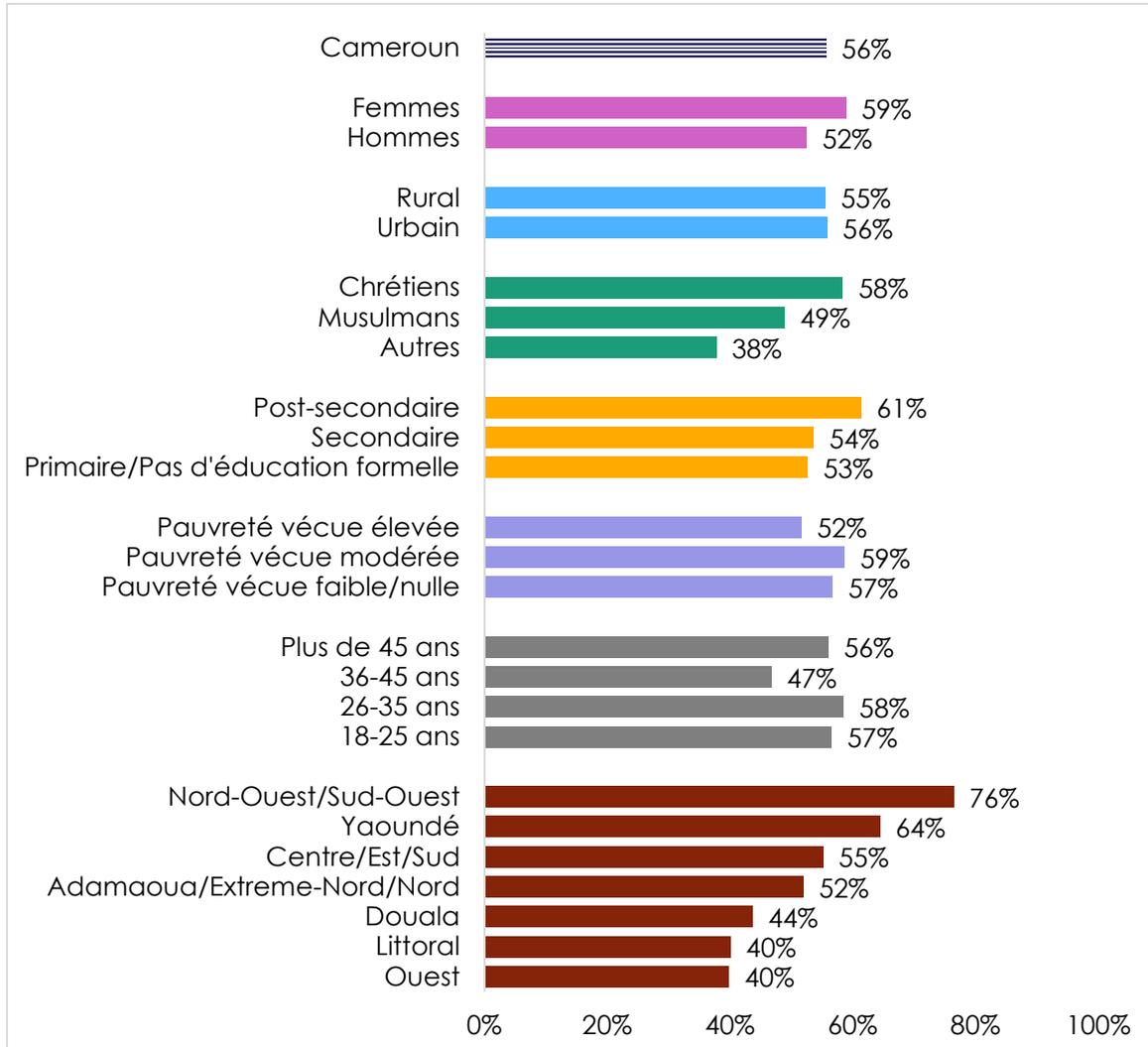
Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Lorsque les parents punissent leurs enfants en usant de force physique ? (% qui disent « parfois justifiée » ou « toujours justifiée »)

Figure 3 : A quelle fréquence les adultes utilisent-ils la force physique pour discipliner les enfants ? | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ?

Figure 4 : Perception que les adultes utilisent fréquemment la force physique pour discipliner les enfants | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

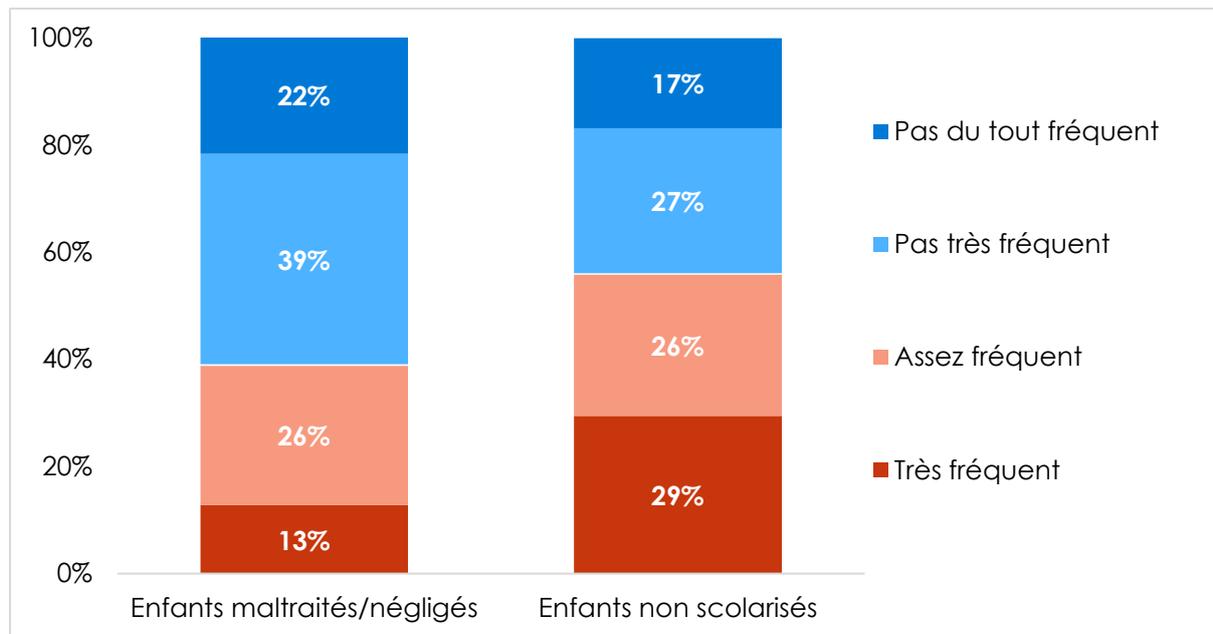
Maltraitance et négligence

La problématique de la maltraitance et de la négligence des enfants est l'un des défis pour le développement. En effet, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (2022), la maltraitance peut avoir des conséquences sur les enfants en provoquant du stress qui peut perturber le développement du cerveau, affecter le développement du système nerveux et immunitaire, et ainsi avoir d'importantes conséquences sur leurs vies socio-professionnelles plus tard.

Près de quatre Camerounais sur 10 (39%) déclarent qu'il est « assez fréquent » ou « très fréquent » que des enfants de leur communauté soient violentés, maltraités ou négligés. A l'opposé, 61% trouvent que le phénomène n'est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent » dans leur communauté.

En ce qui concerne la non-scolarisation des enfants, ils sont majoritaires (55%) à penser que c'est un phénomène « assez fréquent » ou « très fréquent » dans leur communauté. Seuls 44% affirment que ce fait n'est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent » (Figure 5).

Figure 5 : A quelle fréquence les enfants sont victimes de violence, maltraités, négligés ou non scolarisés ? | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre collectivité ou votre quartier :

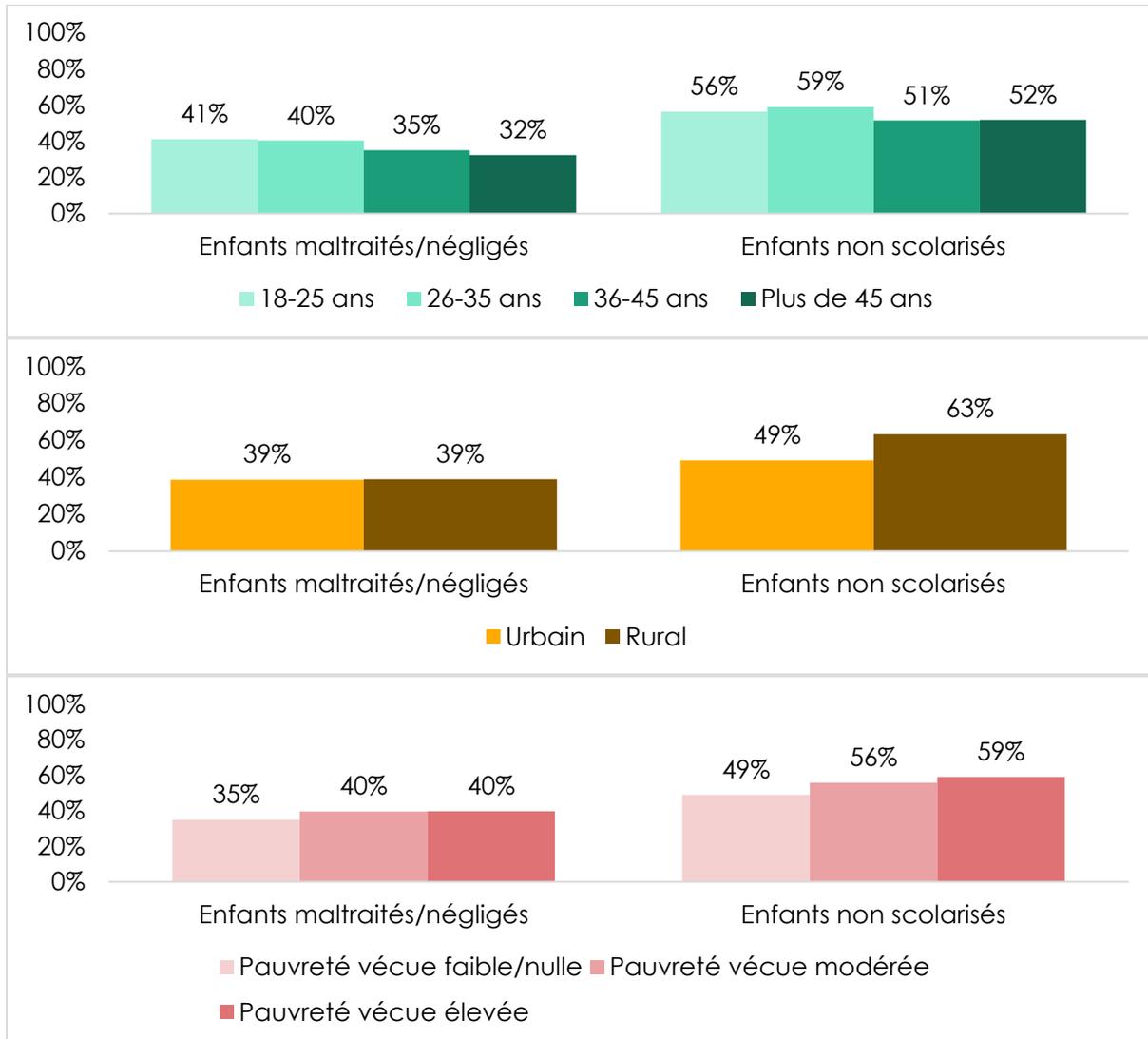
- Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ?
- Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ?

Globalement, la perception que les enfants sont souvent victimes de violence, maltraitance, ou de négligence est plus perçue par les plus jeunes (41%) et les moins nantis (40%) que les plus âgés (32%) et les plus nantis (35%) (Figure 6).

La non-scolarisation des enfants est quant à elle plus perçue par les ruraux (63%), les jeunes (56%-59%) et les moins nantis (56%-59%) que les citadins (49%), les personnes âgées (51%-52%) et les plus nantis (49%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 6 : Perception que les enfants sont fréquemment maltraités, négligés ou non scolarisés | par groupe d'âge, milieu de résidence et pauvreté vécue | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre collectivité ou votre quartier : Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ? Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

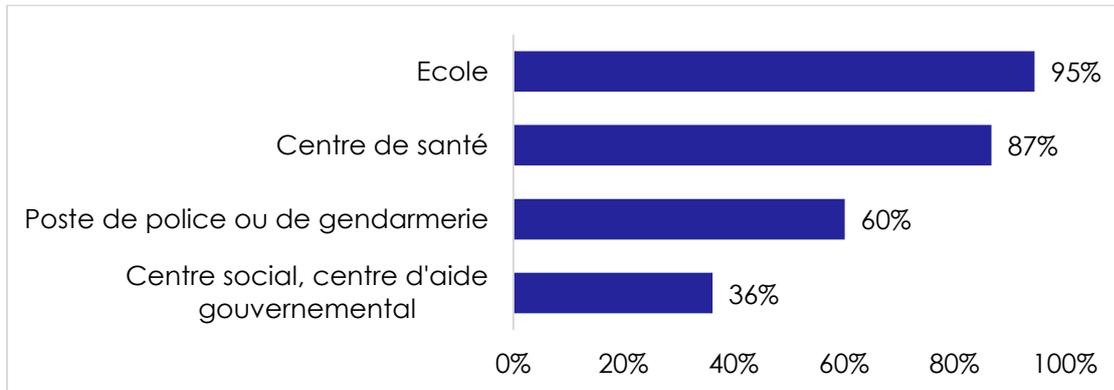
Soutien aux enfants vulnérables

L'Etat a le mandat de mettre en place des services essentiels pour répondre aux besoins des populations. Parmi ces besoins, il y a celui de la protection des populations plus spécifiquement les enfants. Ces services sont cruciaux pour assurer que les enfants vulnérables soient prises en charge et trouvent les ressources nécessaires pour réussir dans la vie. Dans quelle mesure ces services sont-ils disponibles au niveau communautaire ?

Sur la base des observations des équipes de terrain d'Afrobarometer dans toutes les zones de dénombrement qu'elles ont visitées, la majorité des Camerounais vivent à distance de marche d'une école (95%), d'un centre de santé (87%) et d'un poste de police ou de

gendarmerie (60%). Seulement une minorité (36%) des répondants habitent à proximité d'un centre social ou d'aide gouvernementale (Figure 7).

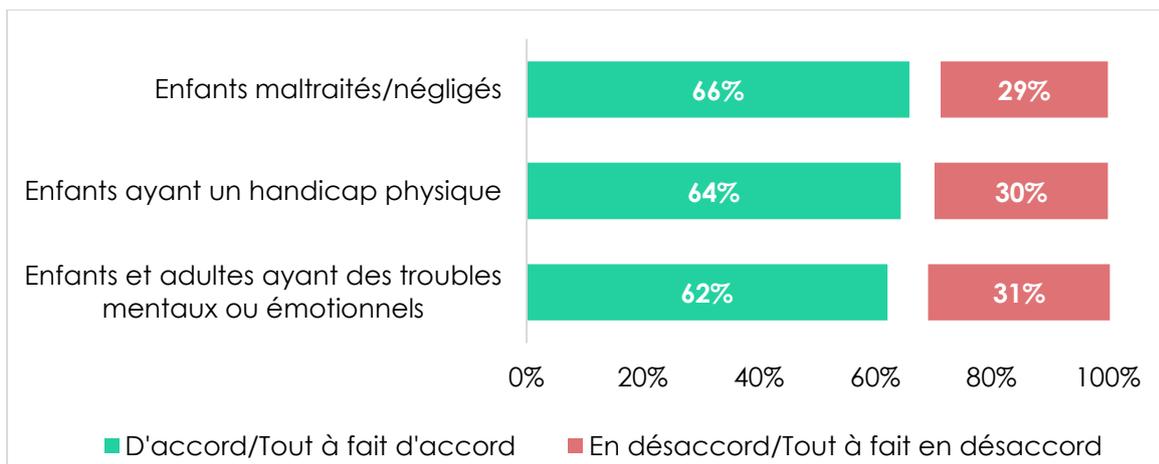
Figure 7 : Disponibilité de services publics dans la communauté | Cameroun | 2022



Questions posées aux enquêteurs d'Afrobarometer : Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette zone de dénombrement (ZD) ou à distance de marche de celle-ci : École (privée, publique ou les deux) ? Poste de police/gendarmerie ? Centre de santé (privée, publique ou les deux) ? Un centre social, un centre d'aide gouvernementale ou un autre bureau gouvernemental où les gens peuvent demander de l'aide en cas de problèmes ? (% « oui »)

La majeure partie des répondants estiment que des sources d'assistance sont disponibles dans leur communauté pour les enfants victimes de violence, maltraités ou négligés (66%), les enfants portant un handicap physique (64%) ainsi que les enfants et adultes avec des troubles mentaux ou émotionnels (62%). Toutefois, d'importantes minorités (29%-31%) estiment que de tels soutiens n'existent pas dans leur communauté (Figure 8).

Figure 8 : L'aide pour les enfants vulnérables est-elle disponible dans la communauté ? | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants maltraités ou négligés ?

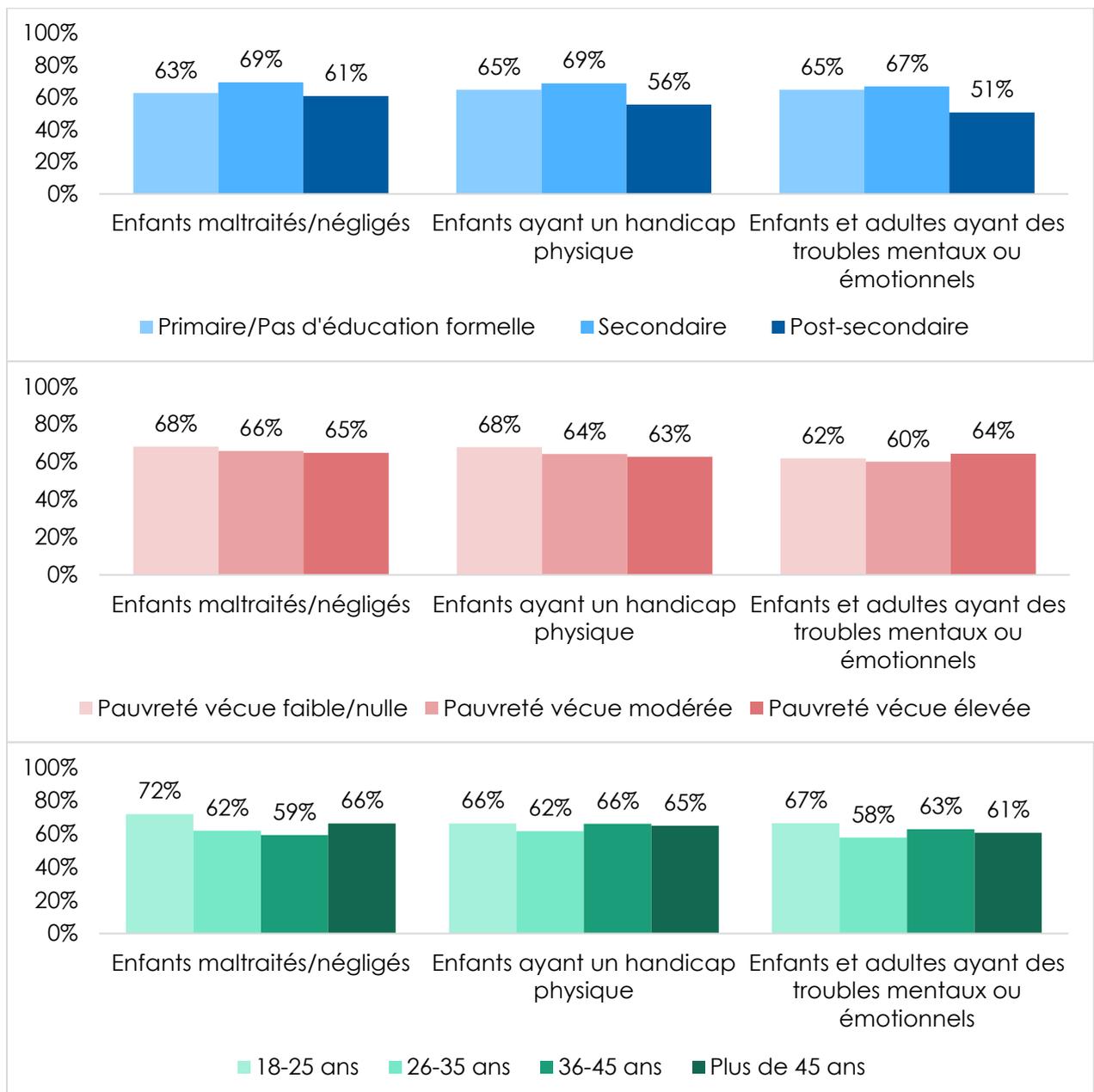
Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?

Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

La perception de la disponibilité d'aide au niveau communautaire pour les enfants ayant un handicap physique est plus importante parmi les moins instruits (65%-69%) et les plus nantis (68%) (Figure 9).

L'aide pour les deux autres types de vulnérabilité est plus perceptible parmi les moins instruits et les jeunes. Par exemple, en ce qui concerne les enfants et adultes ayant des troubles émotionnels ou mentaux, seulement 51% de ceux qui ont un niveau post-secondaire approuvent la disponibilité d'aide, contre 65%-67% des moins instruits. De même, 72% des 18-25 ans perçoivent l'existence d'aide aux enfants victimes de violence, maltraitance ou négligence contre 59%-66% des personnes plus âgées.

Figure 9 : Disponibilité d'aide pour les enfants vulnérables dans la communauté
 | par niveau d'instruction, pauvreté vécue et groupe d'âge | Cameroun | 2022

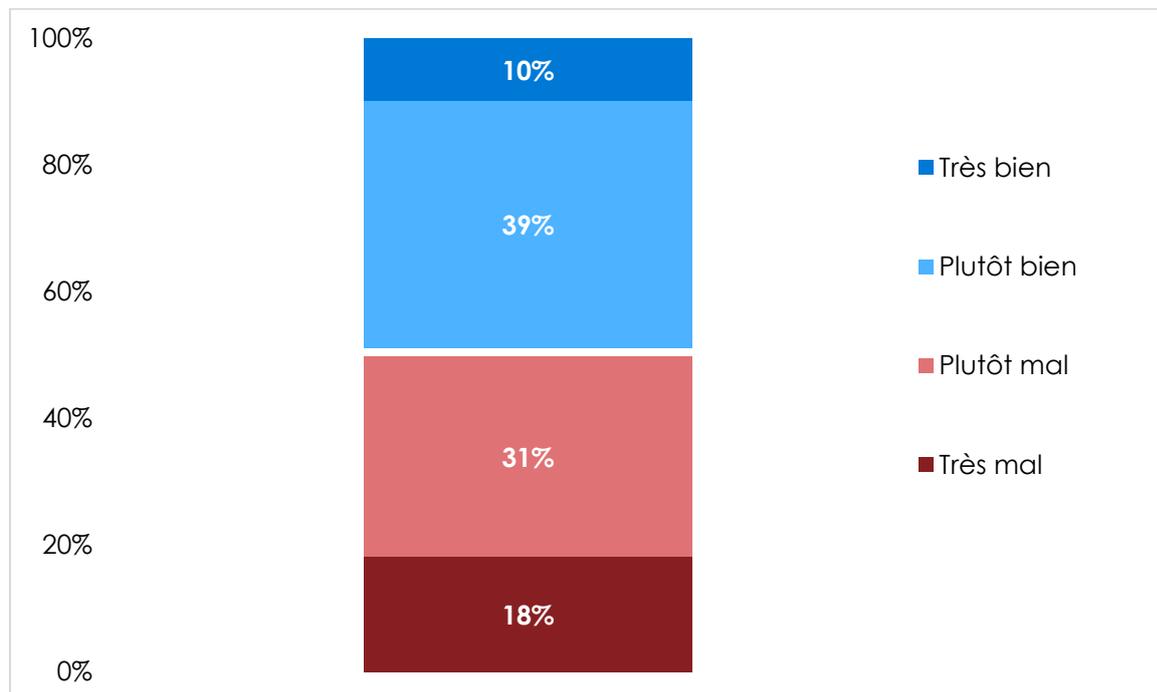


% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que l'aide est disponible dans la communauté

Promotion du bien-être des enfants

Les Camerounais offrent une appréciation mitigée de la performance du gouvernement dans la protection du bien-être des enfants. La moitié (49%) des répondants sont satisfaits des actions du gouvernement en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants vulnérables. A contrario, autant (50%) de citoyens trouvent inadéquats les efforts du gouvernement dans ce domaine (Figure 10).

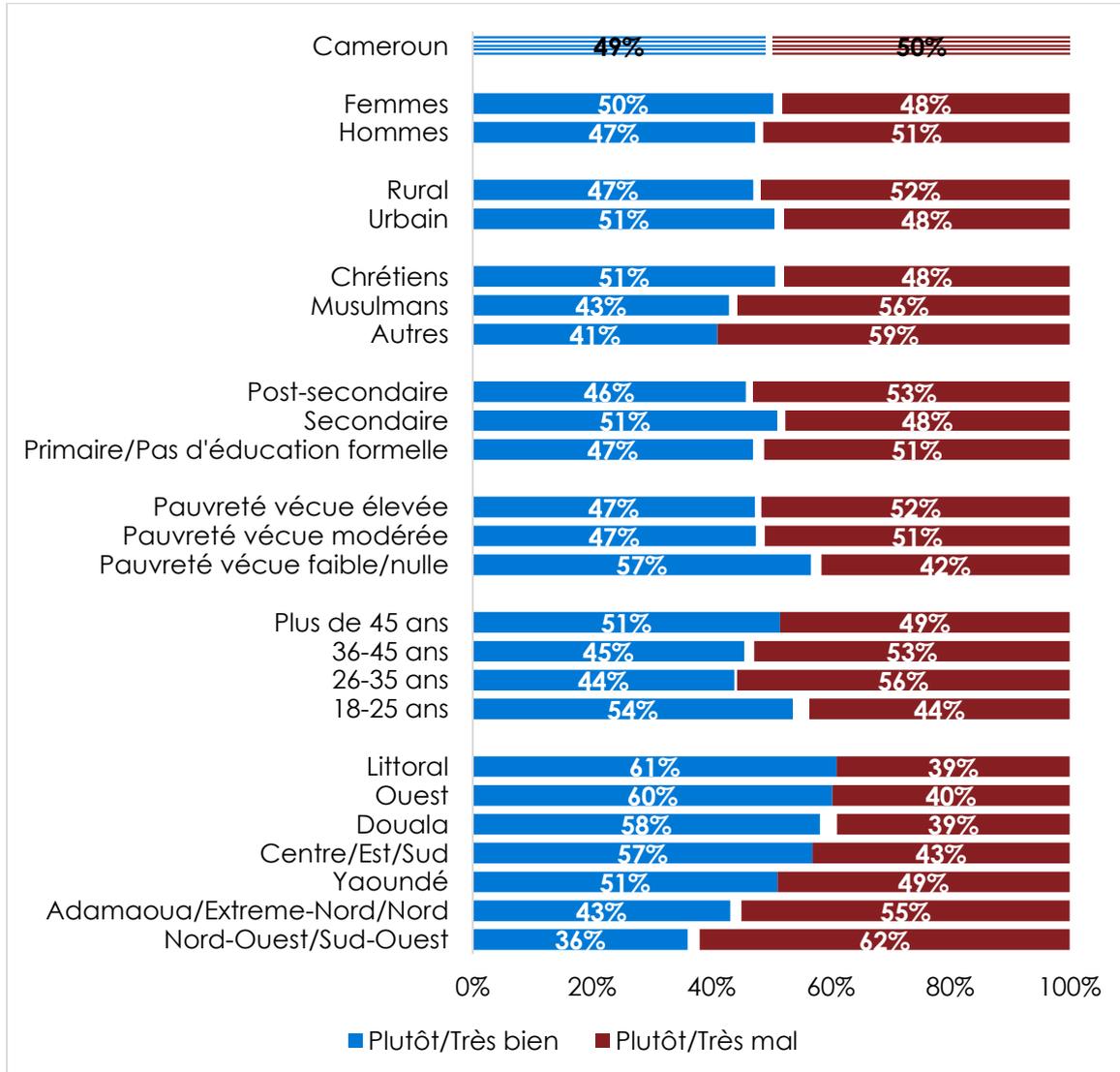
Figure 10 : Performance du gouvernement en matière du bien-être des enfants
 | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

La performance du gouvernement en matière de protection et de promotion des enfants vulnérables est différemment appréciée suivant les caractéristiques démographiques des répondants. Ainsi les habitants du Littoral (61%) et de l'Ouest (60%), les plus nantis (57%), les jeunes (54%), les chrétiens (51%) et ceux qui ont le niveau secondaire d'éducation (51%) sont ceux qui apprécient le plus les efforts du gouvernement en la matière (Figure 11).

Figure 11 : Performance du gouvernement en matière du bien-être des enfants
 | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Conclusion

Le débat sur l'usage de la force physique pour discipliner les enfants au Cameroun est un sujet controversé.

Les données de la dernière enquête Afrobarometer remettent en lumière le fait que l'usage de la force physique pour la discipline des enfants est encore fortement ancré dans la mentalité des Camerounais, et cela à travers toutes les couches de la société, malgré que la pratique soit interdite par la loi. Aussi la non-scolarisation, l'abus et la négligence des enfants restent un phénomène assez préoccupant dans les communautés.

Dans son mandat, l'Etat devrait fournir un certain nombre de services aux populations, y compris les services de préventions contre les violences et de supports pour les victimes. Mais

aussi doit-il fournir les infrastructures de base permettant aux enfants de se développer à leur plein potentiel. Malheureusement, seules les écoles semblent être présentes sur l'ensemble du territoire. Les centres d'aide gouvernementale sont moins présents dans les communautés.

Malgré ce constat, les populations estiment qu'il existe dans leurs communautés des structures de prise en charge des cas de maltraitance ou négligence, de handicap et de défiance mentale ou émotionnelle.

La performance du gouvernement en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants vulnérables est appréciée par seulement environ la moitié des Camerounais. Il reste donc ainsi de la marge pour mieux faire.

Références

- Boko, H. (2021). Cameroun : Des vidéos prouvent que le travail des enfants continue dans les mines malgré son interdiction. Observateurs de France 24. 12 octobre.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Nations Unies. (2022). Le programme de parentalité positive lancé officiellement au Cameroun.
- Ndjomo, N. (2021). Nord : Près de 70 000 enfants non scolarisés en 2020. Sukulu News. 24 novembre.
- Ndocki, Z. (2022). Bien-être des enfants : Des chiffres qui inquiètent au Cameroun. Journal Chrétien. 23 novembre.
- Nlend, J. N. (2018). Droits de l'enfant : Le Cameroun aux côtés des enfants vulnérables. CRTV. 21 novembre.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2022). Maltraitance des enfants.
- Paka, S. C. (2021). Cameroun : La violence contre les enfants persiste. 237 Online.com. 20 juin.

Redford Mounkala est responsable des études et recherches au sein du cabinet Cible Etudes & Conseil, le partenaire national d'Afrobarometer au Cameroun. Email : mounkala@groupe-cible.com.

Eric Ileng est le directeur d'agence de Cible Etudes & Conseil. Email : ilengeric@groupe-cible.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations-Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 640 d'Afrobarometer | 15 mai 2023